

Malgré les sommes importantes consenties par onze ministères fédéraux, nous reconnaissons que les autochtones sont généralement parmi les personnes les plus défavorisées au pays.

Le gouvernement actuel a toujours la ferme intention de résoudre ce problème. J'aimerais maintenant donner suite à certaines des questions précises soulevées par Inuit Tapirisat du Canada.

Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)

La SCHL alloue des fonds à la Société de logement des Territoires du Nord-Ouest qui, à son tour, fournit des logements sociaux à tous les autochtones des T.N.-O. Le gouvernement fédéral a consenti, par l'entremise de la SCHL, des subventions totales de plus d'un demi-milliard de dollars au cours des dix dernières années.

À remarquer également que les paiements de transfert fédéraux aux provinces et les ententes avec les Territoires concernant les méthodes de financement selon une formule préétablie n'ont pas été touchés. En fait, les fonds consentis par le MAINC aux T.N.-O. selon ces formules préétablies sont passés de 822 millions de dollars en 1992-1993 à 881 millions de dollars en 1993-1994.

Le ministre responsable de la SCHL, l'honorable Elmer MacKay, à accepté de maintenir les sommes consenties aux Territoires du Nord-Ouest pour 1993 au niveau antérieur de 6,44 p. 100 du budget national consacré au logement. À partir de 1994, il n'y aura pas de nouveaux fonds qui seront alloués aux provinces et aux territoires. Toutefois, les niveaux de financement qui sont déjà engagés au chapitre du logement seront maintenus.

Secrétariat d'État

Vous avez parlé de la réduction du financement provenant du Secrétariat d'État.

Le Secrétariat d'État, ainsi que tous les autres ministères fédéraux, ont dû restructurer leurs ressources. Je comprends que le récent budget a eu des répercussions sur l'aide qui est donnée aux communications et aux services culturels dans les collectivités inuit. Cependant, je suis persuadée qu'en trouvant des solutions créatives, les radiodiffuseurs inuit et leurs sociétés de communication seront en mesure de rajuster leurs programmes en fonction de ces nouvelles contraintes financières.